

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

# RAPPORT FINANCIER DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017-2018

CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2017

**Rapport de gestion et états financiers  
intermédiaires résumés non audités**



Construction de Défense Canada  
Défence Construction Canada

Canada

## TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 <i>Importance relative</i>	1
2.0 <i>Profil de la Société</i>	1
3.0 <i>Indicateurs du rendement opérationnel</i>	2
4.0 <i>Gestion des risques</i>	3
5.0 <i>Résultats financiers</i>	3
États financiers intermédiaires résumés non audités	14

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les variations opérationnelles de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC ») pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2017, rapport qui doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités du trimestre clos le 30 septembre 2017. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2016-2017* »). Les résultats financiers ici présentés sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant, fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans le rapport de gestion.

### 1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme « importants » lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

### 2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée (communément appelée Construction de Défense Canada [CDC]) est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation des marchés, de construction, de gestion de marchés, d'infrastructure et d'environnement, et de soutien des infrastructures tout au long de leur cycle de vie, en réponse aux besoins de défense du Canada. CDC a deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN), et le Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CST). La Société fournit également des services à Services partagés Canada (SPC) visant l'expansion du centre des données électroniques à la BFC Borden.

De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, les activités de CDC recouvrent un large éventail. Les ressources de CDC se ventilent selon les cinq secteurs de service suivants.

#### SERVICES DES MARCHÉS

Le secteur des Services des marchés supervise l'obtention de biens, de services professionnels et de services de construction et de maintenance en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

#### SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

#### SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation et à gérer les contrôles diligents et les risques.

#### SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes fournit des conseils en ce qui concerne notamment les exigences relatives aux infrastructures, la planification des programmes ainsi que le contrôle des calendriers et de la documentation.

#### SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

De la planification des besoins au déclassement d'installations, le secteur des Services de gestion des biens immobiliers assure le bon fonctionnement des infrastructures du MDN.

### 3.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

#### 3.1 TAUX D'UTILISATION

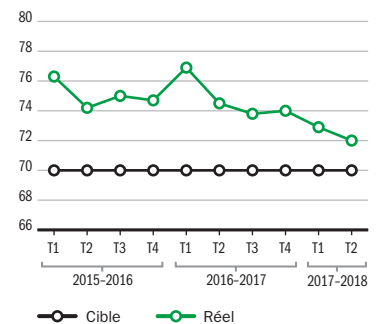
Le taux d'utilisation correspond au nombre d'heures consacrées directement à la prestation de services pouvant être facturées aux clients-partenaires plutôt qu'à des fonctions administratives qui sont considérées comme du soutien auxiliaire. Ce taux est un grand indicateur d'efficacité et de productivité, et un précieux outil de gestion financière. Plus le taux d'utilisation est élevé, plus cela indique que les ressources de CDC sont bien employées dans le cadre d'activités génératrices de revenus, et qu'elles servent moins à des fonctions administratives auxiliaires. CDC vise un taux d'utilisation de 70 %.

Pour le deuxième trimestre de 2017-2018, le taux d'utilisation de la Société s'établit à 71 %, en recul par rapport aux 72,5 % de la période correspondante de 2016-2017. Ce recul est attribuable à la baisse des niveaux d'activité au deuxième trimestre par suite des modifications apportées aux processus de financement des clients-partenaires et au calendrier des projets.

Pour l'exercice 2017-2018 à ce jour, le taux d'utilisation de la Société s'établit à 71,9 %, en recul par rapport aux 74,5 % du semestre correspondant de 2016-2017. Ce recul est attribuable à la baisse des niveaux d'activité par suite des modifications apportées par des clients-partenaires aux processus de financement, au calendrier d'exécution des projets et au quasi-achèvement du Programme d'investissements fédéraux dans l'infrastructure (PIFI) à la clôture de 2016-2017.

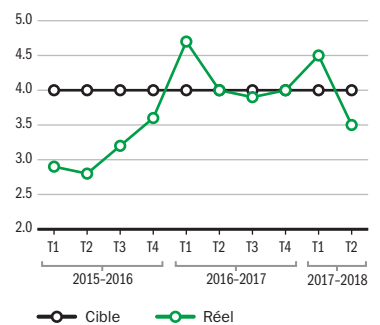
#### Taux d'utilisation

(Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des travaux facturables — cumul de l'exercice à ce jour)



#### Ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale

(cumul de l'exercice à ce jour en pourcentage)



### 3.2 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

La capacité de CDC à servir ses clients-partenaires repose largement sur les compétences de son personnel, comme quoi le maintien d'un effectif qualifié et professionnel constitue l'un des principaux objectifs de la Société. CDC s'est fixé, pour 2017-2018, l'objectif global de consacrer 4 % de sa masse salariale de base annuelle à la formation et au perfectionnement. Cet objectif comprend tous les coûts associés aux activités de formation et de perfectionnement, dont les coûts internes liés au personnel et les coûts externes liés à des tiers.

Pour le deuxième trimestre de 2017-2018, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale s'établit à 2,5 %, en baisse par rapport à 3,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul s'explique par les variations du calendrier de formation par rapport à l'exercice précédent.

Pour l'exercice 2017-2018 à ce jour, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale s'établit à 3,5 %, en baisse par rapport à 4,0 % pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. Ce recul s'explique par les variations du calendrier de formation par rapport à l'exercice précédent.

## 4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du *Rapport annuel 2016-2017* de CDC.

## 5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

### 5.1 MODE DE PRÉSENTATION

La Société a préparé le présent rapport intermédiaire conformément aux dispositions de la *Loi sur l'administration financière*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier.

Le présent rapport financier intermédiaire a été préparé conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du deuxième trimestre renvoient au trimestre clos le 30 septembre 2017. Toute mention du cumul de l'exercice à ce jour renvoie au semestre clos le 30 septembre 2017. Toute mention du deuxième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 septembre 2016. Toute mention du cumul de l'exercice précédent à ce jour renvoie au semestre clos le 30 septembre 2016. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2017.

## 5.2 PRODUITS

### *PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS*

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 23,9 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 718 000 \$, soit environ 3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits des services facturés s'élevaient à 48,7 millions de dollars, en hausse de 2,5 millions de dollars, soit environ 5 %, par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. Les hausses enregistrées pour le deuxième trimestre et le premier semestre sont principalement attribuables à la majoration de 4,5 % des taux de facturation par rapport à l'exercice précédent.

### *GESTION DES MARCHÉS*

Les produits tirés de la gestion des marchés ont augmenté de 2 % pour le deuxième trimestre et de 7 % pour le premier semestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La hausse du deuxième trimestre rend compte de la majoration des taux de facturation, laquelle a été en partie annulée par une baisse de la demande pendant le trimestre comparativement à l'exercice précédent. Pour le premier semestre, la hausse est attribuable à la majoration des taux de facturation et à une hausse de la demande de la part des clients-partenaires. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère ce secteur d'activité.

### *PLANIFICATION DE PROJETS*

Les produits tirés de la planification de projets ont augmenté de 5 % pour le deuxième trimestre et de 3 % pour le cumul de l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La hausse enregistrée au deuxième trimestre est attribuable à la majoration des taux de facturation et à une légère augmentation de la demande pour ces services de la part des clients-partenaires. La hausse affichée pour le premier semestre est attribuable à la majoration des taux de facturation, laquelle a été atténuée par une baisse de la demande pour ce service de la part des clients-partenaires.

### *SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIENS IMMOBILIERS*

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers n'ont pas progressé au deuxième trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison d'une demande qui a diminué au même rythme que les taux de facturation ont augmenté. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, les produits affichent une hausse de 8 % par rapport au semestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse cumulative pour l'exercice à ce jour s'explique par la majoration des taux de facturation et par la hausse de la demande du MDN à l'égard de ce secteur d'activité.

### *SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION*

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 10 % pour le deuxième trimestre et de 7 % pour le cumul de l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La hausse enregistrée pour ces deux périodes s'explique par

la majoration des taux de facturation, laquelle a été atténuée par une baisse de la demande pour le trimestre et le semestre comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

#### APPROVISIONNEMENT

Les produits tirés de l'approvisionnement ont diminué de 2 % au deuxième trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits tirés de l'approvisionnement ont diminué de 4 % par rapport à la période précédente. La diminution au cours des deux périodes est attribuable à la baisse de la demande du MDN pour ce service en raison du changement des systèmes d'acquisition des services de CDC.

#### SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont augmenté de 5 % au deuxième trimestre et de 11 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La hausse enregistrée pour le deuxième trimestre et le premier semestre s'explique par la majoration des taux de facturation et par la hausse de la demande du MDN à l'égard de ces services. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère ce secteur d'activité.

#### PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2016	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Gestion des marchés	11 046 \$	10 794 \$	252	2 %	22 279 \$	20 915 \$	1 364	7 %
Planification de projets	5 858	5 596	262	5 %	12 187	11 787	400	3 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	2 024	2 018	6	0 %	4 185	3 882	303	8 %
Soutien technique en matière de construction	1 789	1 628	161	10 %	3 755	3 520	(235)	7 %
Approvisionnement	1 714	1 748	(34)	-2 %	3 388	3 518	(130)	-4 %
Soutien technique en matière d'environnement	1 424	1 353	71	5 %	2 909	2 622	287	11 %
	<b>23 855 \$</b>	<b>23 137 \$</b>	<b>718</b>	<b>3 %</b>	<b>48 703 \$</b>	<b>46 244 \$</b>	<b>2 459</b>	<b>5 %</b>

#### PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, qui sont dégagés des placements de la Société et du solde moyen de son compte bancaire, ont diminué de 12 000 \$, ou 8 %, au deuxième trimestre, et de 7 000 \$, ou 2 %, pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par la diminution des intérêts touchés sur le compte bancaire, laquelle est attribuable à la baisse de 12 millions de dollars du solde mensuel moyen du compte bancaire par rapport à la période précédente.

PRODUITS FINANCIERS

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Change		Semestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2016	Change	
			\$	%			\$	%
Produits financiers	<b>133 \$</b>	<b>145 \$</b>	<b>(12)</b>	<b>-8 %</b>	<b>314 \$</b>	<b>321 \$</b>	<b>(7)</b>	<b>-2 %</b>

5.3 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires ont totalisé 17,8 millions de dollars au deuxième trimestre, en baisse de 353 000 \$, ou environ 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse des salaires s'explique par le roulement du personnel pendant la période, lequel a été compensé par des majorations salariales, étant donné que l'effectif à la fin des trimestres était du même nombre. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, les salaires ont été majorés de 1,8 million de dollars, ou 5 % environ, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse affichée pour le premier semestre est attribuable à la majoration de 3,4 % des salaires en moyenne ainsi qu'à la diminution du taux d'utilisation, qui a fait augmenter les coûts indirects pour la période.

Les charges sociales totalisent 4,7 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 361 000 \$, ou environ 8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les charges sociales ont augmenté de 529 000 \$, ou environ 6 %, pour l'exercice à ce jour par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. La hausse des charges sociales s'explique principalement par l'augmentation des coûts associés aux prestations de soins de santé et de soins dentaires, ainsi qu'aux avantages sociaux futurs. L'augmentation des charges au titre des prestations de soins de santé et de soins dentaires et des avantages sociaux futurs a fait monter le ratio des charges sociales à la masse salariale pour les deux périodes.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2016	Variation	
			\$	%			\$	%
Salaires	17 833 \$	18 186 \$	(353)	-2 %	37 812 \$	36 055 \$	1 757	5 %
Charges sociales	4 725	4 364	361	8 %	9 676	9 147	529	6 %
	<b>22 558 \$</b>	<b>22 550 \$</b>	<b>8</b>	<b>0 %</b>	<b>47 488 \$</b>	<b>45 202 \$</b>	<b>2 286</b>	<b>5 %</b>
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	26 %	24 %			26 %	25 %		



CHARGES D'EXPLOITATION ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges d'exploitation et frais d'administration s'établissent à 2,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2017-2018, en hausse de 195 000 \$, ou 10 %, par rapport au deuxième trimestre de 2016-2017. Les charges d'exploitation et frais d'administration pour le cumul de l'exercice à jour ont augmenté de 484 000 \$, ou 14 %, par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Les principales variations sont indiquées dans le tableau ci-après. Certains montants de l'exercice précédent ont dû être reclassés conformément à la présentation de l'exercice en cours.

	Trimestre clos le 30 septembre 2017 <i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2016	Variation		Analyse de la variation
			\$	%			\$	%	
Entretien des logiciels	486 \$	269 \$	217	81 %	877 \$	507 \$	370	73 %	Les hausses des deux périodes s'expliquent par le recours accru à des solutions de cybersécurité, de productivité bureautique et de stockage nécessitant des paiements annuels pour leur entretien par rapport à l'exercice précédent.
Loyers	431	433	(2)	0 %	912	874	38	4 %	La variation au deuxième trimestre est négligeable. La hausse pour le semestre est due à l'augmentation des charges d'exploitation et des frais d'entretien d'installations données.
Honoraires professionnels	283	227	56	25 %	505	372	133	36 %	La hausse pour les deux périodes tient à l'augmentation des honoraires associés aux services de technologie de l'information (TI) et de ressources humaines (RH), comme l'amélioration de la cybersécurité et le soutien au plan de relève et de recension des talents.
Téléphonie et communications	255	206	49	24 %	457	357	100	28 %	La hausse pour les deux périodes tient à l'augmentation des coûts d'amélioration des communications réseau des bureaux de CDC au pays.
Formation et perfectionnement	163	219	(56)	-26 %	475	478	(3)	-1 %	La diminution pour les deux périodes tient au calendrier des activités de formation.
Fournitures de bureau	72	166	(94)	-57 %	134	246	(112)	-46 %	La baisse pour les deux périodes s'explique par l'achat de matériel ergonomique pour le personnel à l'exercice précédent.
Frais de déplacement	67	105	(38)	-36 %	204	246	(42)	-17 %	La baisse pour les deux périodes tient à l'échéancier des déplacements.
Service et communications client	62	28	34	121 %	99	47	52	111 %	La hausse pour les deux périodes tient aux mises à niveau de l'intranet de CDC.
Matériel informatique	54	51	3	6 %	78	86	(8)	-9 %	Les variations sont négligeables.

(suite page suivante)

CHARGES D'EXPLOITATION ET FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2016	Variation		Analyse de la variation
			\$	%			\$	%	
(en milliers de dollars)									
Réinstallation d'employés	47	45	2	4 %	103	143	(40)	-28 %	La variation au deuxième trimestre est négligeable. La baisse pour le semestre tient au calendrier des réinstallations.
Hébergement	47	21	26	124 %	74	44	30	68 %	La hausse pour les deux périodes tient au calendrier des activités, dont le forum du Programme de développement en leadership de 2017-2018.
Mobilier et agencements	28	16	12	75 %	36	16	20	125 %	La hausse pour les deux périodes tient aux achats associés aux améliorations locatives sur certains sites.
Impression et papeterie	18	32	(14)	-44 %	30	48	(18)	-38 %	La baisse pour les deux périodes s'explique par le recours accru à des solutions de stockage électronique de documents et de signature électronique, d'où le moindre besoin d'impression et de papeterie.
Logiciels	17	4	13	325 %	31	23	8	35 %	La hausse pour les deux périodes est attribuable aux achats de logiciels de productivité bureautique dont le montant était inférieur au seuil de capitalisation.
Abonnements et adhésions	12	9	3	33 %	30	21	9	43 %	La hausse pour les deux périodes s'explique par l'augmentation des frais d'adhésion de la Société à des regroupements.
Recrutement	10	10	-	0 %	10	41	(31)	-76 %	La variation du deuxième trimestre est négligeable. La baisse pour le semestre tient à la diminution des besoins de recrutement pour l'exercice en cours.
Affranchissement et transport de marchandises	9	11	(2)	-18 %	14	17	(3)	-18 %	La baisse pour les deux périodes s'explique par le recours accru à la transmission électronique de documents.
Autres	(3)	11	(14)	-127 %	(3)	16	(19)	-119 %	La diminution pour les deux périodes est due à l'ajustement des soldes d'immobilisations corporelles pour la période écoulée.
	<b>2 058 \$</b>	<b>1 863 \$</b>	<b>195</b>	<b>10 %</b>	<b>4 066 \$</b>	<b>3 582 \$</b>	<b>484</b>	<b>14 %</b>	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements pour le deuxième trimestre et l'exercice à ce jour est demeurée stable par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'amortissement des immobilisations incorporelles a diminué pour les deux périodes en raison du peu d'entrées au portefeuille d'actifs à l'exercice précédent. La hausse de l'amortissement des immobilisations corporelles pour les deux périodes s'explique par l'augmentation du portefeuille liée à l'acquisition de matériel informatique.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2016	Variation	
			\$	%			\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	263 \$	244 \$	19	8 %	513 \$	493 \$	20	4 %
Amortissement des actifs loués	25	27	(2)	-7 %	49	53	(4)	-8 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	51	63	(12)	-19 %	102	127	(25)	-20 %
	<b>339 \$</b>	<b>334 \$</b>	<b>5</b>	<b>1 %</b>	<b>664 \$</b>	<b>673 \$</b>	<b>(9)</b>	<b>-1 %</b>

#### 5.4 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le deuxième trimestre de la Société se solde par une perte nette et une perte globale de 969 000 \$, en baisse de 34 % environ par rapport à la perte nette et la perte globale de 1,5 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du résultat net du trimestre s'explique par l'augmentation de la marge brute découlant de la majoration des taux de facturation ainsi que par la hausse du taux d'utilisation au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre de l'exercice en cours.

Pour le cumul de l'exercice, la perte globale a augmenté de 309 000 \$ par rapport au premier semestre de l'exercice précédent, pour atteindre 3,2 millions de dollars. L'augmentation de la perte du premier semestre est principalement attribuable à une diminution du taux d'utilisation au premier trimestre de l'exercice en cours en raison de changements apportés par des clients-partenaires qui ont entraîné des retards dans le financement des programmes.

#### RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2016	Variation	
			\$	%			\$	%
Résultat net et résultat global	<b>(969) \$</b>	<b>(1 467) \$</b>	<b>498</b>	<b>-34 %</b>	<b>(3 205) \$</b>	<b>(2 896) \$</b>	<b>(309)</b>	<b>11 %</b>

#### 5.5 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

##### GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2016-2017*.

#### TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie et les placements totalisent 24,6 millions de dollars au 30 septembre 2017, en baisse de 2,6 millions de dollars par rapport au 31 mars 2017.

Au 30 septembre 2017, le solde de trésorerie s'élève à 5,4 millions de dollars, en baisse de 1,6 million de dollars, ou 23 %, par rapport à la clôture de 2016-2017. Au cours du semestre qui a suivi le 31 mars 2017, la Société a affecté 2,3 millions de dollars de trésorerie à ses activités d'exploitation, engagé 254 000 \$ en dépenses d'investissement, racheté 942 000 \$ de placements et engagé 48 000 \$ pour s'acquitter de ses obligations locatives.

Au 30 septembre 2017, les placements (courants et non courants) totalisent 19,2 millions de dollars, en baisse de 995 000 \$ par rapport à la clôture de 2016-2017. La baisse résulte principalement du transfert, à la situation de trésorerie, d'une trésorerie jusque-là affectée au portefeuille. Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus satisfont aux exigences de la politique que le conseil d'administration a approuvée. La Société entend détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

#### CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients se rapportent tout particulièrement à un des clients-partenaires de la Société, en l'occurrence le MDN. Au 30 septembre 2017, les créances clients se chiffrent à 19,8 millions de dollars, en hausse de 1,2 million de dollars, ou 6 %, par rapport au 31 mars 2017. Cette augmentation découle de l'échéancier de perception des créances auprès du MDN.

#### PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisent 15,3 millions de dollars au 30 septembre 2017, en baisse de 419 000 \$, ou 3 %, par rapport au 31 mars 2017. Cette baisse s'explique surtout par une diminution des dettes fournisseurs attribuable à l'échéancier des paiements.

#### TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

	Au 30 septembre 2017	Au 31 mars 2017	Variation	
			\$	%
(en milliers de dollars)				
Trésorerie	5 405 \$	7 022 \$	(1 617)	-23 %
Placements	19 235	20 230	(995)	-5 %
<b>Trésorerie et placements</b>	<b>24 640</b>	<b>27 252</b>	<b>(2 612)</b>	<b>-10 %</b>
<b>Créances clients</b>	<b>19 800</b>	<b>18 596</b>	<b>1 204</b>	<b>6 %</b>
<b>Passifs courants</b>	<b>15 302 \$</b>	<b>15 721 \$</b>	<b>(419)</b>	<b>-3 %</b>

#### 5.6 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimé des congés de maladie pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Tous les trois ans, un actuaire établit cette estimation. Au 30 septembre 2017, la charge à payer au titre des congés de maladie et autres avantages du personnel s'élève à 24,0 millions de dollars, en hausse de 1,3 million de dollars, ou 6 %, par rapport à la clôture de 2016-2017. Cette hausse rend compte de l'estimation actuarielle des prestations constituées pour l'exercice en cours, moins les prestations versées aux retraités.

	Au 30 septembre 2017	Au 31 mars 2017	Variation	
			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Partie courante	2 277 \$	2 277 \$	–	0 %
Partie non courante	21 688	20 433	1 255	6 %
<b>Total des avantages du personnel</b>	<b>23 965 \$</b>	<b>22 710 \$</b>	<b>1 255</b>	<b>6 %</b>

#### 5.7 ACTIFS LOUÉS ET OBLIGATIONS LOCATIVES

La Société prend en location des appareils multifonctions pour la copie, la numérisation et la télécopie de documents. À la clôture du deuxième trimestre, la valeur des actifs loués a baissé de 37 000 \$, ou 12 %, par rapport à la clôture de 2016-2017. La baisse découle du remplacement d'une partie des photocopieurs loués par CDC par des appareils moins coûteux.

	Au 30 septembre 2017	Au 31 mars 2017	Variation	
			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
<b>Actifs loués</b>	<b>272 \$</b>	<b>309 \$</b>	<b>(37)</b>	<b>-12 %</b>

Les obligations locatives avaient diminué de 36 000 \$, ou de 11 %, à la clôture du deuxième trimestre par rapport à la clôture de l'exercice 2016-2017, en raison d'ajouts de 12 000 \$ et de paiements de 48 000 \$.

	Au 30 septembre 2017	Au 31 mars 2017	Variation	
			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Partie courante	95 \$	95 \$	–	0 %
Partie non courante	183	219	(36)	-16 %
<b>Obligations locatives</b>	<b>278 \$</b>	<b>314 \$</b>	<b>(36)</b>	<b>-11 %</b>

#### 5.8 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement de la Société totalisent 185 000 \$ pour le deuxième trimestre, en hausse de 113 000 \$, ou 157 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est attribuable aux améliorations locatives et aux achats de mobilier pour mieux utiliser l'espace dans certains bureaux.

Pour le cumul de l'exercice, les dépenses d'investissement totalisent 254 000 \$, en hausse de 71 000 \$ par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable aux améliorations locatives et aux achats de mobilier. Elle a été contrebalancée par une diminution des achats de matériel informatique et d'immobilisations incorporelles.

	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Variation		Semestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2016	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Immobilisations incorporelles	– \$	3 \$	(3)	-100 %	2 \$	15 \$	(13)	-87 %
Matériel informatique	58	67	(9)	-13 %	118	166	(48)	-29 %
Mobilier et équipement	55	2	53	2 650 %	62	2	60	3 000 %
Améliorations locatives	72	–	72	100 %	72	–	72	100 %
	<b>185 \$</b>	<b>72 \$</b>	<b>113</b>	<b>157 %</b>	<b>254 \$</b>	<b>183 \$</b>	<b>71</b>	<b>39 %</b>

#### 5.9 COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

Les résultats réels de la Société pour le semestre clos le 30 septembre 2017 sont inférieurs aux projections avancées dans le *Plan d'entreprise* (le Plan).

Les produits tirés des services facturés sont de 8 % inférieurs aux projections du Plan. Ce recul s'explique par la baisse des niveaux d'activité au premier semestre par suite des modifications apportées aux processus de financement des clients-partenaires, par le calendrier d'exécution des projets et par le quasi-achèvement des projets liés au PIFI à la clôture de 2016-2017. Les produits financiers sont supérieurs aux projections du Plan en raison d'un rendement du capital investi supérieur aux attentes.

Les salaires et les charges sociales sont inférieurs de 5 % au Plan. Cette baisse est attribuable au fait que CDC a embauché moins de nouveaux employés que prévu en raison du niveau d'activité qui s'est révélé inférieur aux prévisions.

Les charges d'exploitation et frais d'administration sont de 31 % inférieurs aux projections, en raison de la modification du calendrier de mise en œuvre de la stratégie de cybersécurité de la Société et de l'engagement d'autres charges d'exploitation, notamment les charges de formation et de perfectionnement et les frais de déplacement.

Les dépenses d'investissement sont de 81 % inférieures aux projections en raison de la modification du calendrier des acquisitions prévues au titre de la stratégie de cybersécurité et du renouvellement du matériel informatique.

COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

(en milliers de dollars)	Réel	Plan	Variation	
			\$	%
<b>Produits</b>				
Produits tirés des services facturés	48 703 \$	53 068 \$	(4 365)	-8 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	828	774	54	7 %
Placements	314	252	62	25 %
	<b>49 845</b>	<b>54 094</b>	<b>(4 249)</b>	<b>-8 %</b>
<b>Charges</b>				
Salaires et charges sociales	47 488	50 247	(2 759)	-5 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	4 070	5 894	(1 824)	-31 %
Frais de déplacement et décaissements	828	774	54	7 %
Dotation aux amortissements	664	725	(61)	-8 %
	<b>53 050</b>	<b>57 640</b>	<b>(4 590)</b>	<b>-8 %</b>
<b>Résultat net et résultat global</b>	<b>(3 205) \$</b>	<b>(3 546) \$</b>	<b>341</b>	<b>-10 %</b>
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>185 \$</b>	<b>969 \$</b>	<b>(784)</b>	<b>-81 %</b>

**ÉTATS  
FINANCIERS  
INTERMÉDIAIRES  
RÉSUMÉS NON  
AUDITÉS**



## DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés non audités exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier intermédiaire concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.



James S. Paul  
*Président et premier dirigeant*



Juliet S. Woodfield, CPA, CA  
*Vice-présidente, Finances et Ressources humaines, et chef des finances*

Ottawa, Canada  
Le 29 novembre 2017

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

## ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Note	Au 30 septembre 2017	Au 31 mars 2017
<b>Actif</b>			
Trésorerie		5 405 \$	7 022 \$
Placements	5	2 152	3 100
Créances clients	10	19 800	18 596
Autres créances		2 040	2 124
Charges payées d'avance et autres actifs courants		1 436	1 951
<b>Actifs courants</b>		<b>30 833</b>	<b>32 793</b>
Placements	5	17 083	17 130
Immobilisations corporelles	7	1 981	2 242
Immobilisations incorporelles		298	398
Actifs loués		272	309
Actifs non courants		19 634	20 079
<b>Total de l'actif</b>		<b>50 467 \$</b>	<b>52 872 \$</b>
<b>Passif</b>			
Dettes fournisseurs et autres montants à payer		11 538 \$	13 349 \$
Produits différés	6	1 392	-
Partie courante des obligations locatives		95	95
Partie courante des avantages du personnel	8	2 277	2 277
<b>Passifs courants</b>		<b>15 302</b>	<b>15 721</b>
Obligations locatives		183	219
Avantages du personnel	8	21 688	20 433
Passifs non courants		21 871	20 652
<b>Total du passif</b>		<b>37 173</b>	<b>36 373</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions			
Autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale		-	-
Émis : 32 actions ordinaires		-	-
Résultats non distribués		13 294	16 499
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>13 294</b>	<b>16 499</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>50 467 \$</b>	<b>52 872 \$</b>

Passifs éventuels (note 11)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

## ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Non audité

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Semestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2016
Produits tirés des services facturés		23 855 \$	23 137 \$	48 703 \$	46 244 \$
Frais de déplacement et décaissements recouverts		477	795	828	1 233
Produits financiers		133	145	314	321
<b>Total des produits</b>		<b>24 465</b>	<b>24 077</b>	<b>49 845</b>	<b>47 798</b>
Salaires et charges sociales		22 558	22 550	47 488	45 202
Charges d'exploitation et frais d'administration	9	2 058	1 863	4 066	3 582
Frais de déplacement et décaissements		477	795	828	1 233
Amortissement des immobilisations corporelles	7	263	244	513	493
Amortissement des actifs loués		25	27	49	53
Amortissement des immobilisations incorporelles		51	63	102	127
Charges financières		2	2	4	4
<b>Total des charges</b>		<b>25 434</b>	<b>25 544</b>	<b>53 050</b>	<b>50 694</b>
<b>Résultat net de la période et résultat global</b>		<b>(969) \$</b>	<b>(1 467) \$</b>	<b>(3 205) \$</b>	<b>(2 896) \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

## ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Non audité

(en milliers de dollars)	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 30 juin 2017	– \$	14 263 \$	14 263 \$
Résultat de la période		(969)	(969)
<b>Solde au 30 septembre 2017</b>	<b>– \$</b>	<b>13 294 \$</b>	<b>13 294 \$</b>
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 30 juin 2016	– \$	29 126 \$	29 126 \$
Résultat de la période		1 467	1 467
<b>Solde au 30 septembre 2016</b>	<b>– \$</b>	<b>27 659 \$</b>	<b>27 659 \$</b>
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2017	– \$	16 499 \$	16 499 \$
Résultat de la période	–	(3 205)	(3 205)
<b>Solde au 30 septembre 2017</b>	<b>– \$</b>	<b>13 294 \$</b>	<b>13 294 \$</b>
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2016	– \$	30 555 \$	30 555 \$
Résultat de la période		(2 896)	(2 896)
<b>Solde au 30 septembre 2016</b>	<b>– \$</b>	<b>27 659 \$</b>	<b>27 659 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

**ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE**

Non audité

(en milliers de dollars)	Note	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Semestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2016
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>					
Résultat de la période		(969)\$	(1 467)\$	(3 205)\$	(2 896)\$
<b>Ajustements de rapprochement du résultat net de la période aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>					
Charges sociales payées		731	566	1 461	1 132
Prestations versées		(104)	(44)	(206)	(87)
Amortissement des immobilisations corporelles	7	263	244	513	493
Amortissement des actifs loués		25	27	49	53
Amortissement des immobilisations incorporelles		51	63	102	127
Amortissement des primes d'investissement		26	42	53	71
<b>Variation du fonds de roulement hors trésorerie</b>					
Créances clients		2 837	(1 169)	(1 204)	(3 970)
Autres créances		48	36	84	57
Charges payées d'avance et autres actifs courants		334	1 250	515	171
Dettes fournisseurs et autres montants à payer		(15)	2 061	(1 811)	1 243
Produits différés		1 160	(358)	1 392	1 622
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation</b>		<b>4 387</b>	<b>1 251</b>	<b>(2 257)</b>	<b>(1 984)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Acquisition de placements		(257)	(859)	(258)	(1 752)
Rachat de placements		700	725	1 200	1 450
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(185)	(69)	(252)	(168)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-	(3)	(2)	(15)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>		<b>258</b>	<b>(206)</b>	<b>688</b>	<b>(485)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Paiement d'obligations locatives		(25)	(23)	(48)	(46)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>		<b>(25)</b>	<b>(23)</b>	<b>(48)</b>	<b>(46)</b>
Diminution de la trésorerie au cours de la période		4 620	1 022	(1 617)	(2 515)
Trésorerie à l'ouverture		785	14 841	7 022	18 378
Trésorerie à la clôture		5 405 \$	15 863 \$	5 405 \$	15 863 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

## AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 mars 2017 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

### NOTES ANNEXES

**Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.**

#### NOTE 1 : RÉSUMÉ DES POUVOIRS ET DES OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense*, et elle poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), au Canada. Société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la Société relève de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le résultat.

La Société a pour mandat de fournir des services d'approvisionnement, de gestion de marchés de construction, de soutien professionnel et d'exploitation ainsi que de fournir un soutien aux infrastructures tout au long de leur cycle de vie, pour assurer la défense et la sécurité du Canada. Depuis les tout débuts, les services de la Société s'adressent surtout, mais pas exclusivement, au ministère de la Défense nationale (MDN). D'autres ministères et organismes jouant un rôle dans la défense et la sécurité du Canada peuvent aussi faire appel à ses services. Les produits des activités ordinaires proviennent de la facturation de frais en échange des services fournis.

#### NOTE 2 : MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 Information financière intermédiaire publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément à IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) alors en vigueur.

Les états financiers ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

### **NOTE 3 : RÉSUMÉ DES MÉTHODES COMPTABLES**

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites à la note 3 des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017. Les méthodes comptables et les méthodes de calcul ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

### **NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES**

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rapportant sont fondées sur les antécédents et d'autres facteurs jugés pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont constatées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relative aux estimations figurent à la note 4 des états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

### **NOTE 5 : PLACEMENTS**

Les placements se composent d'obligations du Canada, des Provinces et de sociétés portant intérêt à des taux fixes allant de 2,85 % à 7,2 %, de certificats de placement garanti (CPG) à taux fixes de 1,7 % à 2,1 % ainsi que de fonds communs de placement à taux variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de 2018 à 2031 et celles des CPG, de 2018 à 2021, et la Société compte détenir tous ces placements jusqu'à leur échéance. Les fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables au coût amorti et les justes valeurs de ces placements sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur des placements est établie à partir a) de prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que celles du niveau 1 qui sont observables directement (des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; ou c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) [niveau 3]. Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de prix cotés sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins de un an.

	Au 30 septembre 2017	Au 31 mars 2017
Partie courante	<b>2 152 \$</b>	3 100 \$
Partie non courante	<b>17 083</b>	17 130
	<b>19 235 \$</b>	20 230 \$
	Au 30 septembre 2017	Au 31 mars 2017
<b>Valeur comptable au coût amorti</b>		
Obligations		
du Canada	<b>505 \$</b>	506 \$
des Provinces	<b>8 053</b>	9 086
de sociétés	<b>4 302</b>	4 321
Total des obligations	<b>12 860</b>	13 913
Certificats de placement garanti	<b>5 725</b>	5 925
Fonds communs de placement	<b>650</b>	392
	<b>19 235 \$</b>	20 230 \$
	Au 30 septembre 2017	Au 31 mars 2017
<b>Juste valeur</b>		
Obligations		
du Canada	<b>525 \$</b>	539 \$
des Provinces	<b>8 332</b>	9 583
de sociétés	<b>4 440</b>	4 540
Total des obligations	<b>13 297</b>	14 662
Certificats de placement garanti	<b>5 786</b>	5 947
Fonds communs de placement	<b>650</b>	392
	<b>19 733 \$</b>	21 001 \$

**NOTE 6 : PRODUITS DIFFÉRÉS**

Il y a comptabilisation de produits différés lorsque, à la date de clôture, le montant facturé est supérieur aux droits demandés en application de contrats de services à forfait. Les produits différés s'élevaient à 1 392 \$ pour la période close le 30 septembre 2017, comparativement à néant au 31 mars 2017. Des différences temporaires peuvent se produire au cours de périodes données de l'exercice à l'égard de contrats de services à forfait, mais ces différences sont rapprochées et ramenées à néant avant la clôture de l'exercice.

**NOTE 7 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

	Au 30 septembre 2017	Au 31 mars 2017
Coût	7 460 \$	7 208 \$
Moins le cumul des amortissements	5 479	4 966
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>1 981 \$</b>	<b>2 242 \$</b>
<b>Valeur comptable nette par catégorie d'actifs</b>		
Matériel informatique	1 639 \$	1 979 \$
Mobilier et agencements	240	209
Améliorations locatives	102	54
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>1 981 \$</b>	<b>2 242 \$</b>

Les variations au titre des immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau ci-après.

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
<b>Coût</b>				
Solde au 31 mars 2017	4 395 \$	789 \$	2 024 \$	7 208 \$
Plus les acquisitions	118	62	72	252
Moins les cessions	-	-	-	-
<b>Solde au 30 septembre 2017</b>	<b>4 513 \$</b>	<b>851 \$</b>	<b>2 096 \$</b>	<b>7 460 \$</b>

Les variations du cumul des amortissements sont présentées dans le tableau ci-après.

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
<b>Cumul des amortissements</b>				
Solde au 31 mars 2017	2 416 \$	580 \$	1 970	4 966 \$
Plus les amortissements	458	31	24	513
Moins les cessions	-	-	-	-
<b>Solde au 30 septembre 2017</b>	<b>2 874 \$</b>	<b>611 \$</b>	<b>1 994 \$</b>	<b>5 479 \$</b>

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles



#### NOTE 8 : AVANTAGES DU PERSONNEL

##### AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUX AUTRES AVANTAGES À LONG TERME

La charge liée aux avantages postérieurs à l'emploi et aux autres avantages à long terme représente l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses salariés et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de ses retraités. Ce régime d'avantages sociaux n'étant pas capitalisé et ne comportant donc pas d'actif, le déficit du régime équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au 30 septembre 2017	Au 31 mars 2017
Partie courante des avantages du personnel	2 277 \$	2 277 \$
Partie non courante des avantages du personnel	21 688	20 433
<b>Total des avantages du personnel</b>	<b>23 965 \$</b>	<b>22 710 \$</b>

Les principales hypothèses actuarielles sont présentées dans le *Rapport annuel 2016-2017*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 1<sup>er</sup> avril 2017. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour avril 2020.

#### NOTE 9 : CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Certains montants de l'exercice précédent ont dû être reclassés conformément à la présentation de l'exercice en cours.

	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Semestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2016
Entretien des logiciels	<b>486 \$</b>	269 \$	<b>877 \$</b>	507 \$
Loyers	<b>431</b>	433	<b>912</b>	874
Honoraires professionnels	<b>283</b>	227	<b>505</b>	372
Téléphonie et communications	<b>255</b>	206	<b>457</b>	357
Formation et perfectionnement	<b>163</b>	219	<b>475</b>	478
Services, fournitures et matériel de bureau	<b>72</b>	166	<b>134</b>	246
Frais de déplacement	<b>67</b>	105	<b>204</b>	246
Service client et communications	<b>62</b>	28	<b>99</b>	47
Matériel informatique	<b>54</b>	51	<b>78</b>	86
Réinstallation d'employés	<b>47</b>	45	<b>103</b>	143
Hébergement	<b>47</b>	21	<b>74</b>	44
Mobilier et agencements	<b>28</b>	16	<b>36</b>	16
Impression et papeterie	<b>18</b>	32	<b>30</b>	48
Logiciels	<b>17</b>	4	<b>31</b>	23
Abonnements et adhésions	<b>12</b>	9	<b>30</b>	21
Recrutement	<b>10</b>	10	<b>10</b>	41
Affranchissement et transport de marchandises	<b>9</b>	11	<b>14</b>	17
Autres	<b>(3)</b>	11	<b>(3)</b>	16
	<b>2 058 \$</b>	1 863 \$	<b>4 066 \$</b>	3 582 \$

**NOTE 10 : TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES ET SOLDES**

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits tirés des services facturés et les frais de déplacement et décaissements recouvrés totalisent 49 531 \$ pour l'exercice 2017-2018 à ce jour, contre 47 477 \$ pour la période correspondante de 2016-2017. Ces produits sont tirés de la prestation de services au MDN (y compris à l'Agence de logement des Forces canadiennes), au Centre de la sécurité des télécommunications et à Services partagés Canada.

La Société a engagé à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada des charges s'élevant à 47 \$ pour l'exercice 2017-2018 à ce jour, contre 39 \$ pour la période correspondante de 2016-2017.

Conformément au protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN doit fournir sans frais des locaux à bureaux au personnel de la Société assurant la prestation de services dans les bases et au sein des escadres du MDN et à d'autres emplacements. Lorsque de tels locaux ne sont pas fournis ou que le personnel de la Société assurant la prestation de services ne peut occuper des installations du MDN, CDC recouvre les coûts d'hébergement à titre de frais remboursables ou à même le tarif horaire fixé pour les services fournis.

	As at September 30, 2017	As at March 31, 2017
Créances		
Ministère de la Défense nationale	17 934 \$	17 325 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 591	1 087
Services partagés Canada	163	119
Centre de la sécurité des télécommunications	112	65
	<b>19 800 \$</b>	<b>18 596 \$</b>
Dettes		
Services partagés Canada	-	12
	<b>- \$</b>	<b>12 \$</b>

#### 10.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les administrateurs de la Société) ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 30 septembre 2017	Trimestre clos le 30 septembre 2016	Semestre clos le 30 septembre 2017	Semestre clos le 30 septembre 2016
Avantages à court terme	824 \$	699 \$	1 677 \$	1 417 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	103	89	195	166
	<b>927 \$</b>	<b>788 \$</b>	<b>1 872 \$</b>	<b>1 583 \$</b>

#### NOTE 11 : PASSIFS ÉVENTUELS

##### 11.1 LITIGES

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts que déploie la Société pour régler les différends contractuels. Au 30 septembre 2017, neuf réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 2 276 \$. Au 31 mars 2017, huit réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 1 944 \$.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations qui découlent de marchés intervenus entre des tiers et la Société. Aussi cette dernière n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer, dans ses états financiers, une provision à l'égard de litiges qui découleraient de marchés intervenus avec des tiers.